

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 72 du 14 mai 2017

Le quinquennat a commencé à la Souterraine...

A bout, les salariés de GM&S Industries à la Souterraine, dans la Creuse, occupent leur usine, l'ont bardée de bonbonnes de gaz et ont commencé la destruction, ouvertement et médiatiquement, des machines, en tant que « geste symbolique » expliquent-ils.

L'ancienne entreprise Socomec, installée en 1962 à la Souterraine, a eu jusqu'à 600 salariés, première usine de tout le département de la Creuse. Depuis 1991, devenue alors Euramec, elle est également implantée à Bessines en Gartempe, dans la Haute-Vienne voisine : c'est là qu'avaient été produites les unités avant des Espace Renault. A la Souterraine, sont produits divers sous-ensembles de voitures. Ces sites de production sont devenus la propriété d'opérateurs jouant sur les marchés financiers en relation avec les clients qui les font tourner, lesquels sont, principalement, Renault et PSA.

Depuis 2005 tout particulièrement, s'est déroulée une scandaleuse, mais parfaitement légale, valse de rachats assortis de menaces artificielles de faillite pour remboursements de prêts, de subventions publiques et notamment régionales surabondantes, de réduction des effectifs et de promesses de reprises alors même que le site continuait à produire et à vendre.

Aujourd'hui, les 283 salariés menacés de tout perdre ont, lorsqu'ils commencent à détruire le matériel, la sympathie affichée de toute la population, des élus locaux dont le député PS de la Creuse Michel Vernier, la compréhension des policiers installés à proximité. Oui, ils ont raison, et ce qu'ils signifient ainsi, c'est que la production, c'est eux.

Sauf que dénoncer « la finance » comme il est de bon ton de le faire de l'extrême-droite à la « gauche radicale », et faire quelque chose de réel en leur faveur, ce n'est pas la même chose. Alors que ce serait tout simple : la réquisition du site et sa remise en marche avec l'aide des collectivités locales qui ont tant versé dans le tonneau des Danaïdes de ces mêmes financiers tant dénoncés, l'expropriation et la socialisation du capital immobilisé et placé sous hypothèque que constituent le site industriel et ses machines. Selon Étienne Lejeune, premier adjoint au maire, il faut que l'État « demande à Renault et PSA de jouer leur rôle d'aménageurs du territoire. » Mais il n'y

a qu'un seul capital et non pas un vilain, qui serait « la finance », et un gentil, « aménageur du territoire », qui serait productif : comme l'expliquent les représentants du personnel de l'usine, Renault et PSA sont complices et inspirateurs du siphonnage financier du site.

C'est un fait politique de première importance : le premier « conflit social » majeur de la présidence Macron pose directement la question d'un pouvoir, d'un État, qui soit celui de la majorité, celui des travailleurs, et qui au lieu de bavasser contre « la finance » tout en cherchant un énième « repreneur » à subventionner, exproprie le capital quand c'est nécessaire, pour pouvoir faire marcher les moyens de production au service de la société.

Mardi 16 mai, à 15h devant le site, à 17 heures à la mairie, population et salariés sont appelés à manifester par la CGT à l'échelle nationale, avec le soutien des unions locales CGT et FO, et de SUD-Renault, cependant que ce dimanche 14 mai, une manifestation a également lieu à la Souterraine pour le rétablissement et la défense du service public ferroviaire. Emploi, services publics, droits sociaux : la question du Tous ensemble contre Macron doit être dès maintenant mise concrètement en discussion.

Le temps des faux ingénus

Ainsi ce dimanche, pendant que les salariés de la Souterraine avec le soutien actif de toute la population barricadent leur usine, se déroule à l'Élysée le rituel monarchique de la « passation de pouvoir » de M. Hollande à M. Macron.

Le nouveau président de la V^e République a lancé cette semaine sa première opération politique majeure : l'investiture des candidats de « la République en marche » aux élections législatives de juin. Tous les médias de s'esbaudir devant « le renouveau », « la jeunesse » et « la parité ». Citation d'un quotidien de province : « *Volontaire et douée d'une énergie communicative (...) elle est l'illustration de cette France connectée défendue par le nouveau Président de la République.* »

Les Macron boys and girls se répartissent en trois groupes : un petit quart de notables issus de la droite, un quart un peu plus gros semble-t-il de recyclés issus du PS, et une majorité de « start-up » « vierges de tout engagement politique » dont la sociologie présente une grande uniformité réelle : ces garçons et ces filles trentenaires ou quadragénaires sont très souvent des gens ayant effectué des contrats successifs dans la com', les services financiers, le management des personnels, et les collectivités, et qui sont en quête d'un bon salaire et d'une certaine stabilité. S'ils sont élus, ils devront tout non à leurs électeurs, mais au président. L'histoire bégayant toujours un peu, nous avons là une caricature « 2.0 » de la mise en place des candidatures gaullistes en 1958,

où notables démocrates-chrétiens et néo-pétainistes avaient commencé à être mâtinés de jeunes loups et des premiers énarques, « enfants du Président ».

L'opération s'annonce toutefois plus difficile et plus risquée, car là où De Gaulle avait été le Sauveur de l'État bourgeois, Macron occupe son fauteuil par défaut, comblant le vide institutionnel en formation au risque de se dilater telle une gigantesque baudruche. D'ores et déjà, il semble ne pouvoir espérer une majorité de *Macron boys and girls*, mais une majorité composite qui aura besoin de LR et du secteur du PS représenté ouvertement par M. Valls, et de fait par la direction de ce parti, puisque M. Cambadélis, dans une de ces formules langue de bois dont on doit lui reconnaître le talent de les façonner, a annoncé que son parti ne serait « *ni frondeur ni godillot* ». Notons que le FN, qui se présentait au soir du 7 mai comme opposant n°1, est en train de s'entre-déchirer.

Et même cet objectif : une majorité macrono-LR-vallsiste, si l'on peut dire, ne serait pas réalisable **si des candidatures unitaires et démocratiques contre Macron, pour l'abrogation de la loi El Khomri, se généralisaient**.

S'opposer à Macron, le priver tout de suite de majorité parlementaire, ouvrir la crise institutionnelle et la bataille pour en finir avec la V^e République, abroger la loi El Khomri au lieu de l'aggraver : **telles sont les questions qui doivent être posées à tous les candidats issus de la gauche et ne soutenant pas Macron, aux législatives**, non pas pour qu'ils récitent un « programme » ou promettent de faire de la « démocratie participative », mais pour qu'ils s'engagent à agir en ce sens, pour qu'ils s'unissent.

Notons d'ailleurs que c'est cette question qui transparaît dans les appels à « l'unité de la gauche » lancés notamment par des socialistes ayant soutenu Benoit Hamon, qui ne peuvent que constater que la direction de leur parti, qui a proclamé sa mort, entend cependant l'utiliser pour aider Macron.

L'obstacle principal au moment présent est la position prise par J.L. Mélenchon et la « France insoumise » : en présentant des candidats partout (sauf devant les députés PCF sortant ayant signé pour la candidature Mélenchon, passons), en exigeant « l'unité » par ralliement unilatéral au « programme de la France insoumise », ils sont au premier rang pour créer les conditions de la division et de l'élection par défaut d'un maximum de *Macron boys and girls*. Ce constat doit être fait quand bien même suscite-t-il les hurlements des nouveaux chiens de garde : le premier rang de la protection du régime se situe aujourd'hui là. Admirons la déclaration de J.L. Mélenchon qui est censée, ce samedi 13 mai, exprimer sa terrible posture oppositionnelle :

«Il faut montrer qu'il faut que ce jeune homme soit tempéré dans ses folies par la main avisée d'un sage qui connaît de quel côté est le bonheur du peuple. »

Traduction : je devrais être le premier ministre de Macron. Exit la « VI^e République », place à la cohabitation ! Cohabiter ? Un exécutif Macron/Mélenchon ? Non : la

démocratie, si Macron est battu aux législatives, conduit à une constituante véritable, pour un autre régime, en finissant avec l'appareil d'État de la V^e République.

Sauf que bien évidemment, soyons sérieux : cette orientation ne produira aucune majorité « insoumise », mais ne vise à rien d'autre qu'à la liquidation de toute représentation parlementaire issue directement ou indirectement du mouvement ouvrier.

Il y a d'ailleurs un parallélisme souvent frappant entre les candidatures « En marche » et les candidatures « insoumises » : les « *vierges de tout engagement politique* » - « *et syndical* », sic ! - sont légion aussi de ce côté là. A l'échelle nationale c'est ce type de candidature qui prédomine ici, ne pouvant avoir d'autre fonction réelle que de prendre les quelques voix qui éviteraient la victoire de la droite ou des Macron boys and girls.

Cela alors que 28% de voix aux présidentielles recherchaient une issue politique pour représenter la majorité, contre le capital. Le combat pour des candidatures unitaires et démocratiques contre Macron, la V^e République et la loi El Khomri n'est pas un combat pour refaire le passé, il est le combat pour l'avenir, car les ligues plébiscitaires, « En Marche » ou « France insoumise », sont la forme finale de ce passé, son ultime produit pour que tout change sans que rien ne change.

Contre Macron, la V^e République et la loi El Khomri : unité et démocratie !

De James Comey à Moon Jae-in, ou les cauchemars de Donald Trump

Le 4 mai dernier, Trump a obtenu une victoire politique intérieure, sa première en fait : la Chambre des représentants a adopté, par un vote serré de 217 voix contre 213, l'abrogation formelle de l'*Obamacare*. Il ne s'agit cependant pas d'une liquidation pure et simple de l'usine à gaz qui avait été mise en place sous Obama, et que les Républicains combattaient non pas tant pour ce qu'elle était que pour l'aspiration qu'elle exprimait sans la réaliser, celle d'une véritable Sécurité sociale, défendue notamment dans la campagne de Bernie Sanders. L'*Obamacare* est en réalité un marché de l'assurance maladie dans lequel les plus pauvres et ceux qui n'ont pas de couverture sociale dans le cadre d'accords d'entreprise fournissent la clientèle captive, mais peu attractive pour les compagnies d'assurance, de ce marché : ce dispositif était loin d'être pérenne. La réforme Trump supprime l'obligation de souscription et permet aux États de fixer à leur gré la couverture minima.

Toutefois, le Sénat n'a pas encore adopté la chose ...

Quelques jours plus tard, Trump a commis un petit coup d'État, mais un coup d'État qui semble l'avoir affaibli dans l'immédiat et dans lequel ses motivations interrogent : il a limogé en direct James Comey, patron du FBI. Il lui doit pourtant son élection, car ce sont les divulgations d'éléments d'enquête touchant H. Clinton, par le même J. Comey, quelques jours avant le scrutin, qui ont donné le coup de pouce décisif à Trump, ou plutôt le coup de pied de l'âne à Clinton. D'ailleurs, l'intéressé a appris en direct la nouvelle et n'y croyait pas, de même que les chefs des diplomatises US et russe, Tillerson et Lavrov, qui ont tourné le dos en riant aux journalistes qui, venant de l'apprendre, les questionnaient à ce sujet, à Moscou.

Les seules explications « rationnelles » conduisant à penser que l'enquête sur la corruption et les conflits d'intérêts russes de Trump le gène réellement, mais aussi qu'il voulait réaffirmer spectaculairement son autorité dans l'appareil d'État, en frappant donc le FBI, alors que paradoxalement c'était plutôt jusque là la CIA et la NSA qui le perturbaient. Immédiatement il est apparu qu'il s'est tiré une balle dans le pied, et les commentateurs médiatiques ont trouvé la comparaison, qui est tout un programme : le précédent en effet s'appelait Richard Nixon tentant de conjurer le Watergate ...

Pour mieux saisir ce qui se passe, il convient de faire un rapprochement avec un autre événement survenu au même moment, mardi 9 mai : en Corée du Sud les élections présidentielles anticipées provoquées par les grandes manifestations populaires contre la présidente corrompue et fille de l'ancien dictateur militaire Park Geun-hye, ont vu la victoire du candidat du Parti démocrate uniifié, l'avocat catholique Moon Jae-in, qui fut emprisonné sous la dictature, et dont le parti est une alliance composite entre des secteurs bourgeois libéraux et des structures politiques issues des syndicats ouvriers. Au cœur de son programme, deux points : le démantèlement des chaebols au nom de la lutte contre la corruption ; or, les chaebols sont la forme spécifique des trusts capitalistes en Corée du Sud, les plus connus étant Daewoo ou Samsung, et l'offensive de réconciliation avec la Corée du Nord, assumant l'aspiration de tout le peuple coréen à sa réunification nationale.

La réalisation de ce programme supposerait rupture avec le capital et avec l'ordre diplomatique international, qui ne figurent pas dans les intentions de Moon Jae-in et de son parti. Mais son élection constitue bel et bien une victoire démocratique sur deux ennemis, après la défaite du précédent qu'était la représentante de l'armée, des chaebols et des sectes, Mme Park Geun-hye. Le premier est Trump, qui a initié l'implantation d'un dispositif de missiles anti-missiles en Corée du Sud, théoriquement dirigé contre la Corée du Nord mais aussi contre la Chine, ce que chacun comprend très bien sur place : Moon Jae-in s'est prononcé contre ce dispositif pendant la campagne électorale. Le second est Kim-Jong-un, qui a « salué » l'élection de Moon Jae-in par un tir de missile balistique, provocation destinée à relancer Trump.

En résumé, nous avons donc une aggravation spectaculaire de la crise au sommet et de la crise de l'appareil d'État US, et une défaite infligée à ses gesticulations au bord du gouffre par la volonté démocratique du peuple coréen, qui est bien coréen, et non pas seulement sud-coréen.

Ce que nous disent les conseils de quartier boliviens : avec le peuple vénézuélien, contre Maduro !

La FEJUVE, Fédération des conseils de quartier de El Alto, la grande banlieue populaire et ouvrière de La Paz, capitale de la Bolivie, est une organisation sociale de masse constituée au début des années 2000 lors des « guerre du gaz » et « guerre de l'eau », l'organisation populaire qui a renversé le président Losada en 2003 lors d'une crise révolutionnaire, et fut ainsi à l'origine de l'arrivée au pouvoir du président Morales, une organisation symbole des luttes des années 2000 qu'étaient censés représenter les présidents Morales, Chavez puis Maduro, Correa ... en Amérique latine.

La FEJUVE vient de publier une résolution de solidarité avec le peuple vénézuélien contre le « massacre sanglant » commis par le régime bonapartiste « de gauche » de Maduro, dénonçant le « déguisement socialiste » de la « bourgeoisie bolivarienne », affirmant que « le peuple a le droit imprescriptible de se libérer par lui-même » contre un gouvernement « qui affame et qui tue ».

La FEJUVE appelle à l'unité des exploités pour chasser Maduro et rejette catégoriquement les conservateurs et partis de droite qui cherchent à exploiter la situation.

Cette prise de position a une grande importance politique. Elle signifie que les secteurs populaires latino-américains qui ont porté au pouvoir les Morales et les Chavez commencent à tirer les leçons de ce qui leur est arrivé, pour poursuivre le combat. Le « populisme de gauche », c'est l'économie capitaliste et l'État bonapartiste et cela mène à la violence contre le peuple : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Source : <https://laclace.info/content/fejuve-de-el-alto-bolivia-se-solidariza-con-lucha-del-pueblo-venezolano-contra-maduro/>

You ne voulez pas nous perdre de vue ? Abonnez-vous au site :

<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>

Rubrique « Le monde comme il va... »

Grande-Bretagne - Le journal La Croix du 12 mai rapporte : « Jeremy Corbyn fait le choix de présenter un programme en rupture avec l'orientation sociale libérale du parti travailliste depuis l'arrivée à sa tête de Tony Blair en 1994. Très à gauche, il promet pèle mêle une renationalisation totale des chemins de fers et de la poste, et partielle des secteurs de l'électricité et du gaz, des hausses d'impôts pour les plus riches, une augmentation du salaire des fonctionnaires et du budget de la santé, la gratuité de l'enseignement supérieur, le droit de vote à 16 ans et la restauration des droits des syndicats, fortement réduits pendant l'ère Thatcher dans les années 1980. »

Pour saisir la portée de ce choix de Corbyn, une version française d'un tel programme se déclinerait ainsi : abrogation des lois El Khomri, Rebsamen et Macron, renationalisation de l'électricité et du gaz, des autoroutes et du réseau routier, reconstruction des services publics du rail, de la Poste et des Télécoms, embauches massives pour tous les secteurs de la fonction publique, à commencer par l'éducation et la santé, baisse de la TVA et taxation du capital, suppression du CICE et des exonérations faites aux patrons, abrogation de la loi Notre, abrogation de la loi Sarkozy sur le service minimum, abrogation de la loi Touraine sur la santé, retour à la retraite à 60 ans ...etc

Ukraine - Les mineurs ukrainiens ont engagé une action de masse dans l'agglomération de Kryvyi Rih avec des grèves, des occupations et même une grève de la faim de 400 mineurs menée sous terre dans la mine « Jubilée » du groupe EVRAZ Sukha Balka JSC.

Les travailleurs d'Arcelor Mittal se sont emparés de leur usine et les familles des mineurs du groupe EVRAZ Sukha Balka bloquent les routes donnant accès aux mines. Autour de l'usine AMKR, un meeting de 1500 travailleurs s'est tenu. Ils ont ensuite occupé les quatre étages du bâtiment de la direction. Les travailleurs demandent une augmentation équivalente à 1000 euros, des améliorations des soins médicaux, aucune atteinte à leurs congés, l'indexation des salaires prenant en compte le niveau d'inflation du pays.

Le Syndicat Indépendant des Mineurs d'Ukraine (NGPU) lance un appel urgent à la solidarité internationale dans leur lutte qui les oppose aux oligarques propriétaires des compagnies minières.

Pour en savoir plus, suivre :

<https://ukrainesolidaritycampaign.org/2017/05/11/mass-strikes-and-occupations-by-ukrainian-miners/>